



APVF
PETITES VILLES
DE FRANCE

**Association
des petites villes
de France**
42, boulevard Raspail
75007 Paris
Tél. 0145440083
www.apvf.asso.fr

Monsieur Jean Castex

Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne,
75007 Paris

Paris, le 9 mars 2022

Le Président

Monsieur le Premier ministre,

Je souhaitais vous alerter au nom de l'Association des Petites villes de France sur les conséquences de l'explosion du prix de l'énergie pour les collectivités territoriales.

La guerre en Ukraine a en effet aggravé cette crise énergétique sans précédent que subissent depuis plusieurs mois les particuliers, les entreprises mais aussi les collectivités. La hausse du prix du gaz mais aussi celle de l'essence et de l'électricité s'accroît de jour en jour. Les petites villes ont vu leur facture de gaz, d'électricité et d'essence exploser en quelques mois seulement avec une augmentation pouvant parfois avoisiner les 500 %. Elles sont aujourd'hui très inquiètes et s'attendent à une hausse de long terme qui va impacter durablement leur équilibre financier déjà fragilisé par la crise sanitaire.

Pour limiter la hausse, le Gouvernement a fait plusieurs annonces à destination des particuliers et des entreprises. Mais, la baisse de la TICFE mise en place est insuffisante pour limiter l'impact de la hausse pour les collectivités et ces dernières ne sont pas concernées par le blocage du prix du gaz limité aux particuliers. Il semble, de surcroît, que les collectivités ne seront pas concernées par le plan de résilience en cours de préparation. Elles ne pourront absorber seules ce nouveau choc sans précédent. Si aucune mesure d'urgence n'est prise, beaucoup d'entre-elles seront contraintes de réduire l'offre de services publics et de renoncer à certains investissements en pleine période de relance ou encore de recourir à une hausse de la fiscalité locale.

Pour éviter ce scénario récessif, l'APVF demande la mise en place de deux mesures d'urgence pour les collectivités territoriales : le blocage temporaire des prix du gaz déjà en vigueur pour les particuliers mais aussi la création d'une dotation énergie réclamée à plusieurs reprises par les petites villes afin de compenser les hausses déjà subies.

Ces deux mesures pourraient constituer les piliers d'un volet collectivité du plan de résilience en cours de préparation. Il nous paraît juste et légitime que les collectivités soient accompagnées au même titre que les citoyens et les entreprises.

Avec le Bureau de l'Association des Petites Villes de France, je me tiens pleinement disponible pour toute rencontre avec vous-même ou votre cabinet pour évaluer avec vos services les modalités de mise en place de ces dispositifs et concevoir le volet collectivité du plan de résilience.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à ce courrier, je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

est le my souhait le plus ardent.

chr. bpt - 2 - 12

Christophe Bouillon

Ancien député de Seine-Maritime

Maire de Barentin